



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Présentation générale

Jean Chataigner

Citer ce document / Cite this document :

Chataigner Jean. Présentation générale. In: Économie rurale. N°147-148, 1982. pp. 5-8;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1982.2825>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1982_num_147_1_2825

Fichier pdf généré le 08/05/2018

CHANGEMENTS TECHNIQUES ET DEVELOPPEMENT DANS LES AGRICULTURES DU TIERS-MONDE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Jean CHATAIGNER

INRA Montpellier

Résumé :

L'objet de ce numéro spécial d'Economie Rurale est de présenter un ensemble de communications, choisies parmi celles qui ont été présentées à la session d'automne 1981. Cette session était organisée par la Société Française d'Economie Rurale sur le thème «changements techniques et dynamique socio-économique dans les agricultures du Tiers-Monde».

Les conditions habituelles dans lesquelles sont proposées les nouvelles techniques dans le Tiers-Monde, expliquent pour une grande part les difficultés de leur acceptation. Il s'agit le plus souvent d'une politique agricole de prélèvement s'exerçant à travers la réalisation de «projets agricoles» fonctionnant comme des enclaves orientées vers l'extérieur. Beaucoup de communications se rapportaient à de telles situations, mettant en particulier en évidence l'opposition fréquente entre la logique de l'Etat et celle du paysan.

La proposition principale à laquelle se rattachent beaucoup de résultats d'analyse est que le changement technique et les transformations sociales constituent un phénomène indissociable. Le progrès technique est à la fois un produit social et un facteur de changement. Les changements techniques sont adaptés lorsqu'ils permettent de conforter le système existant et rejetés lorsqu'ils le mettent en danger.

Enfin, il a été fait de nombreuses suggestions en vue de rendre plus efficaces les méthodes d'observation et d'analyse des systèmes agraires, et leur articulation plus opérationnelle avec la recherche. Il a été signalé également comme très importante la nécessaire liaison entre la Recherche et l'Enseignement Supérieur dans les pays en développement.

Summary :

TECHNICAL CHANGE AND AGRICULTURAL DEVELOPMENT IN THE THIRD WORLD

The purpose of this special issue of *Economie Rurale* is to present a certain number of papers chosen among the contributions to the autumn session 1981. This session was organized by the Société Française d'Economie Rurale on the theme «Technical Change and Socio-Economic Dynamics in the Third World Agriculture».

The conditions in which the new techniques are usually introduced in the Third World explain to a great extent the difficulties encountered to make them accepted. Generally, the agricultural policy consists in isolated «projects» which are conceived to be export-oriented. Many contributions describe these kinds of situation and stress the frequent opposition between the interests of the State and those of the farmers.

The main proposition which many results support is that technical and social changes are impossible to dissociate. Technical change is accepted when it is consistent with the existing system and rejected when it threatens it.

Finally, many suggestions were formulated on the way to make observation methods and analyses of farm systems more efficient and better connected with research. The importance of a close relationship between research and higher education in developing countries was also stressed.

L'objet de ce numéro spécial d'Economie Rurale est de présenter un ensemble de communications, choisies parmi les plus représentatives (1) de la cinquantaine ayant servi de base aux débats de la session d'automne 1981, organisée à Paris par la Société Française d'Economie Rurale. A cette session ont participé un nombre important d'enseignants, de chercheurs et de praticiens du développement. Ils ont essayé de comprendre pourquoi et comment, la diffusion de nouvelles techniques dans les agricultures du Tiers-Monde n'a que rarement atteint les résultats espérés pour leur développement.

Le choix du thème se justifiait à notre avis comme étant au carrefour d'interrogations majeures sur les relations entre le progrès technique et le développement. L'une d'elles, sans doute la plus profonde, concerne la remise en cause du progrès technique lui-même, comme instrument principal du développement. En fait le modèle de développement répandu dans nos agricultures est critiqué et son application aux agricultures du Tiers-Monde est discutée. Une autre interrogation est de savoir dans quelle mesure le progrès technique est inéluctablement lié au partage international du travail ou bien peut être un facteur de liberté. Le développement de l'aide alimentaire avec les excédents céréaliers des agricultures développées, ou bien les importations de manioc pour notre élevage, en soulignent toute l'actualité. Enfin existe-t-il des conditions spécifiques qui président à la création, à l'adoption ou au rejet des innovations techniques en milieu paysan ?

Les discussions animées qui se sont développées au cours de la session n'ont certes pas apporté de réponses définitives à ces interrogations, mais ont contribué sûrement à une meilleure vision des phénomènes observés. On essaiera d'en rendre compte ici brièvement. Auparavant il nous paraît nécessaire de rappeler dans quelles conditions particulières s'opèrent les changements techniques dans les agricultures du Tiers-Monde.

1. LE CADRE HABITUEL DES CHANGEMENTS TECHNIQUES DANS LES AGRICULTURES DU TIERS-MONDE

Les sociétés paysannes ont su modifier et modifient encore leurs techniques pour s'adapter à de nouvelles conditions, sans faire appel nécessairement aux propositions récentes de la science. On a rendu compte au cours de la session de telles situations, avec beaucoup de rigueur, dans des contextes et à des époques aussi différents que le Sahel au cours du dernier demi-siècle, les zones forestières au début de la période coloniale, les Andes et le Népal.

Mais pour l'essentiel, au cours de la période récente, les changements techniques s'opèrent dans le cadre de politiques agricoles et selon des modalités qui donnent la priorité aux techniques venues de l'extérieur. Les propositions de changements, issues d'une civilisation technique homogène, sont appliquées massivement à des situations qui se caractérisent par une grande diversité.

Cette diversité va d'ailleurs s'accroissant au niveau des situations nationales et se traduit actuellement par l'évolution du rôle de l'agriculture dans le développement. Le

point de départ est à peu près toujours le même : le prélèvement opéré par l'Etat sur la production agricole. Indispensable dans les pays les plus pauvres, il dépend beaucoup du type d'insertion extérieure de l'économie nationale. Lorsque d'autres sources de financement existent, et que se manifeste conjointement une crise de l'agriculture d'exportation, en Afrique de l'Ouest par exemple, on assiste à un allègement, voire à une suppression des prélèvements. Ceci permet parfois une revitalisation des circuits privés de commercialisation (cas du Nigéria) qui peut être plus favorable au développement de la production vivrière. Toutefois l'abondance de financements, due à des rentes minières ou pétrolières, ne se traduit pas nécessairement par un renforcement du financement de l'agriculture.

D'une part cet excédent de ressources est employé à de massives importations de produits alimentaires au prix mondial, ce qui a souvent pour conséquence de décourager la production locale. D'autre part, cette évolution entraîne souvent un cloisonnement des marchés, selon, par exemple, qu'ils sont orientés vers l'extérieur ou l'intérieur, ou étroitement liés ou non aux importations, avec à l'extrême, la mise en place de circuits de financement et de collecte différenciés selon les types de producteurs (Mexique). Le tout se traduit dans une politique aux objectifs souvent contradictoires : cherchant d'un côté à freiner l'exode rural et de l'autre à donner aux paysans déjà modernisés les moyens de répondre à la demande solvable des couches urbaines.

L'accroissement de la demande intérieure qui pourrait jouer un rôle dynamique dans l'orientation de la production agricole, reste donc le plus souvent contrarié dans son pouvoir d'incitation par le poids des importations alimentaires auquel s'ajoute le rôle encore dominant des «projets» dans les pratiques du développement.

Le cas le plus caricatural des «projets agricoles» est sans doute ce qu'on appelle l'enclave agro-industrielle, travaillant directement pour le marché mondial, organisant et contrôlant, dans un espace donné, tous les maillons du processus de production depuis l'approvisionnement en intrants jusqu'à l'expédition du produit fini. Les capitaux, le savoir-faire, l'encadrement sont importés. Les producteurs sont étroitement encadrés. Ce sont de véritables systèmes d'intégration verticale avec leurs avantages et leurs inconvénients. Ils permettent d'atteindre rapidement des objectifs de production lorsqu'existent des marchés clairement identifiés et accessibles, mais leur participation au développement dépend beaucoup des relations qu'ils entretiennent avec leur environnement économique et social. De plus la distorsion récente dans l'évolution des coûts de production par rapport à celle des prix de certains produits, par exemple, rend parfois problématique leur reproduction.

La majorité des projets de développement fonctionnent encore sur ce principe, même lorsqu'ils ont pour vocation le développement plus global d'une région. Car il est fréquent que sous la contrainte d'un remboursement financier à échéances fixes et sous l'influence des techniciens qui les conçoivent ou les conduisent, ils réduisent leurs objectifs au développement de la culture la plus contrôlable. Et

1. Le choix des communications a été soumis aux règles habituelles du Comité de rédaction. Cependant, étant donné leur nombre et le souci de rendre compte aussi fidèlement que possible des idées dans un espace limité, des communications intéressantes ont dû être éliminées. Que leurs auteurs veuillent bien nous en excuser. Quant au lecteur qui désirerait en

prendre connaissance, toutes les indications utiles lui sont données avec la liste complète des communications. Je remercie par ailleurs les rapporteurs des groupes de travail qui ont bien voulu me confier leurs observations. Elles ont constitué la base principale de cette présentation.

le fait que la plupart des projets soient financés par des institutions internationales n'apporte pas à ce sujet de grand correctif. En effet la position libre échangiste dominante dans les équipes qui les préparent et le poids des critères financiers dans le choix des spéculations et des techniques conduisent aux mêmes résultats.

L'intérêt des projets agricoles est cependant d'être parfois un lieu privilégié de négociation entre les Etats et les organismes de financement extérieurs. Ils sont le plus souvent aussi, pour l'Etat qui les met en œuvre, le principal instrument de développement de la production agricole, à cause de la faiblesse générale de ses moyens en hommes et en équipements. Cela devrait en faire un moyen d'exception ou de transition dans la mise en place d'un appareil national permanent de développement. Au lieu de cela il découle des contraintes financières auxquelles ces projets sont soumis, leur caractère clos, qui en fait autant d'enclaves économiques. Limitée dans le temps, agissant dans un espace défini, avec une administration qui leur est propre, leur action cantonnée à l'activité agricole s'articule mal avec l'environnement. Et les efforts en cours pour la promotion de projets agricoles intégrés ne semblent pas de nature à surmonter ces difficultés.

Au regard de la diffusion de nouvelles techniques, dont ils sont le support principal sinon exclusif, leur caractère directif est paradoxalement l'une des causes essentielles de leurs échecs ou demi-échecs. En effet le projet répond généralement à un problème national, le plus souvent extérieur aux préoccupations et situations des paysans. Et même lorsque le projet a pour objet explicite l'amélioration du revenu paysannal, les modalités de son élaboration et de sa mise en œuvre conduisent à considérer que «le paysan doit évoluer sous l'effet de la persuasion et de la démonstration et non comme une personne susceptible de réagir aux incitations économiques, et ce, en dépit du démenti qu'apporte l'expérience» (2).

Cette situation explique sans doute l'importance accordée, dans les discussions, aux relations Etat-Paysan. Elle explique aussi la prédominance des travaux de recherches de plus en plus liés, y compris dans leur financement, à l'exécution des projets agricoles. Au point que l'on peut parler à leur sujet d'une véritable «économie et sociologie rurales» de projet (3).

2. LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA SESSION

Au cours de la session, il s'est dégagé un net consensus quant à l'explication des mécanismes de diffusion des techniques.

La proposition principale est que le changement technique et les transformations sociales constituent un seul et même phénomène. Toute innovation est produite, sélectionnée, défendue, diffusée par des agents dont le comportement traduit certains intérêts et se manifeste par des stratégies plus ou moins organisées. Les sociétés sont des organismes vivants qui poursuivent en tout état de cause leur évolution propre, et dans cette évolution interviennent toujours des composantes techniques qui contribuent

à les transformer. Le progrès technique est donc à la fois un produit social et un facteur de changement.

Ceci nous incite à comprendre que la proposition d'un thème technique aussi simple soit-il, rejaillit sur toute l'organisation sociale. Elle déstabilise l'équilibre des rapports sociaux quand il existe, favorise telle ou telle catégorie, accentue donc ou parfois atténue, cela est rare, les inégalités sociales, renforce les dominations existantes ou les détruit, crée de nouvelles dépendances... Dans tous les cas, elle met à jour les contradictions de la société à laquelle elle s'adresse. Et finalement, selon les forces en présence, la proposition peut être acceptée ou rejetée.

Cela doit nous rendre plus attentif aux multiples relations qui unissent une proposition technique, choisie après un raisonnement développé dans un cadre technique, économique et social donné, à une situation dont en général on sous-estime la complexité et la logique et pour la connaissance de laquelle on fournit rarement tout l'effort nécessaire. Cela conduit enfin à reconnaître l'importance qu'il y a à tenir compte de la capacité de proposition des principaux intéressés.

On peut citer toute une série d'autres conclusions, élaborées au cours de la session, qui se rattachent à cette proposition et qui en soulignent le caractère central.

D'abord on constate qu'il est difficile ou rare de pouvoir mettre clairement en évidence des relations simples de cause à effet, consécutives à l'introduction d'une nouvelle technique, la culture attelée par exemple, par rapport à des tendances historiques et institutionnelles lourdes. De même au niveau des sociétés rurales les deux secteurs, autoconsommé et marchand, ne peuvent pas être dissociés dans la mise en œuvre des facteurs de production. Enfin, il apparaît indispensable de ne pas s'en tenir à la seule activité agricole des unités de base pour expliquer leur comportement face au progrès technique (Le Roy, Masson). On rejoint là une évolution actuelle des travaux d'économie rurale confrontés en Europe, par exemple, aux agricultures à temps partiel.

On insiste par ailleurs sur le fait que les changements techniques et les transformations sociales se déroulent dans le temps. En règle générale les transformations sociales se produisent lentement alors que les rythmes de l'évolution ne sont pas les mêmes dans les domaines technique, économique et social (de la Vaissière, Affou Yapi). Il est important et possible de repérer les périodes caractérisant l'évolution de l'agriculture, notamment les seuils qui sont favorables à l'introduction de nouvelles techniques, tels que par exemple celui de la saturation foncière.

Il en est de même de la technicité existante qui peut être très différenciée selon les situations et expliquer en grande partie le succès de tel ou tel groupe (Ruf). On rejoint là les idées exposées au début de la session (Mazoyer, Bichat, Faye), qui insistaient sur la nécessité d'une connaissance

2. Hugues DUPRIEZ, *Les paysans d'Afrique Noire*. Paris, éd. de l'Harmattan, 1980.

3. Le vocable *économie et sociologie rurales* se définit ici plus par l'objet des

travaux auxquels on se réfère que par les disciplines qui y concourent. Il faudrait en effet citer sur ce point l'apport important des géographes, ethnologues, anthropologues, agronomes et autres.

approfondie des systèmes agraires dans les agricultures du Tiers-Monde.

Enfin, revenant au niveau des relations Etats-paysan, il a été clairement montré (Campagne, Rocheteau, Robineau, Durand) que les changements techniques sont adoptés lorsqu'ils permettent de conforter le système existant, et rejetés lorsqu'ils le mettent en danger. Cela apparaît notamment dans la contradiction qu'il peut y avoir souvent dans les projets agricoles, entre la logique d'accumulation de l'Etat et la logique de reproduction simple des paysans devant assurer en priorité leur autoconsommation, soit en fait la reproduction de leur force de travail.

A ce niveau de réflexion les opinions divergent quant aux remèdes à proposer. Mais tous s'accordent sur la nécessité d'une participation plus réelle des paysans à la définition des politiques agricoles.

De manière plus concrète un certain nombre de suggestions ont été faites concernant les rapports de la Recherche au Développement.

3. POUR UNE MEILLEURE CONTRIBUTION DES SCIENCES SOCIALES AU DEVELOPPEMENT

Tirant en effet la leçon des difficultés à saisir la réalité et des conditions dans lesquelles les Sciences Sociales sont appelées à participer au développement notamment au niveau des projets, il a été fait plusieurs remarques ou recommandations.

Dans le cas le plus général on a pu constater que les travaux de recherches avaient plus pour objet de suivre les conséquences des changements techniques, choisis pour des raisons extérieures aux sociétés rurales, que de définir les changements les plus adaptés. Il apparaît vain, dans ces conditions, de vouloir dégager des propositions normatives. Il est plus efficace de tenter d'apporter une explication des phénomènes observés, ce qui n'exclut pas, à l'occasion d'un dialogue permanent entre la Recherche et le Développement, la mise à jour de propositions directement utiles aux décisions.

Il serait plus efficace encore de conduire une analyse pluridisciplinaire à condition toutefois que cette démarche soit élaborée en commun, par exemple au démarrage de la phase d'un projet. La trop habituelle séparation des tâches entre techniciens et spécialistes de sciences sociales non seulement ne va pas de soi par rapport aux problèmes posés, mais encore constitue un piège et une duperie. Une démarche cohérente de suivi interdisciplinaire déboucherait naturellement sur l'expérimentation adaptée («le mail-

lon manquant» Billaz) permettant de mettre la recherche en milieu rural au service du développement.

Quant aux méthodes d'évaluation des projets dont on a peu parlé ici, mais qui ont fait l'objet de réflexions dans un groupe particulier, elles doivent tirer parti des connaissances acquises (4). L'évaluation par rapport aux propres objectifs du projet est insuffisante. Elle doit concerner l'impact du projet sur le milieu. Mais n'est-ce pas encore une vue technocratique, projetée sur le milieu paysan ? La seule voie pour échapper à ces dangers est de faire participer les paysans non seulement à l'évaluation mais aussi aux choix des innovations techniques. Une telle orientation cependant conduirait sans doute à mettre en question le concept même de «projet», voire la notion de performance agronomique.

Enfin il est un domaine qui a fait l'objet d'une seule communication (Noailly) mais qui à nos yeux revêt une importance capitale, c'est l'adaptation de l'enseignement supérieur agronomique dans un certain nombre de pays en développement, par rapport aux perspectives de développement. Actuellement en effet, l'enseignement dispensé n'est le plus souvent qu'une addition de disciplines, non reliées entre elles par un projet clair et ne disposant d'aucun apport scientifique national. Le plus souvent, pour des raisons souvent liées aux modes de coopération, l'enseignement est totalement coupé de la recherche elle-même directement occupée par les actions de développement. Il y a là un autre «maillon manquant» dont les conséquences pour l'avenir des politiques agricoles sont particulièrement dommageables.

Ainsi l'apport des sciences sociales à une meilleure compréhension des phénomènes liés aux changements techniques et à la dynamique socio-économique dans les agricultures du Tiers-Monde n'est pas négligeable. Mais par la nature des choses, le champ d'investigation a toute fois tendance à se réduire à l'étude des relations immédiates du paysan avec les «projets». Et comprenant un peu mieux la logique du comportement paysan, on serait tenté de lui accorder toutes les vertus ! C'est pourquoi il faut souhaiter que se développent parallèlement des réflexions et des travaux qui prennent en compte l'étude des systèmes de distribution et de consommation, l'évolution des systèmes de financement et d'administration permettant entre autres de mieux analyser l'articulation des projets aux politiques nationales,... d'une façon générale l'évolution du rôle de l'agriculture dans le développement. Le meilleur équilibre dans la connaissance des différents aspects du développement agricole qui en résulterait, nous paraît en effet nécessaire pour le renouvellement des idées et des propositions utiles au développement.

4. A signaler sur ce point les propositions que fait depuis sa création en 1977, le groupe AMIRA (Groupe de Recherches Interdisciplinaire et Informel sur l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain).